

« malgré ses imperfections, déclare M. l'abbé Boucard, on peut considérer cette loi comme une des meilleures lois scolaires que l'on puisse rédiger. » Alors, comment expliquer l'opposition qu'elle rencontra ?

Elle resta donc dans les cartons du gouvernement. Celui issu de la révolution de 1840, en rédigea une autre, rejetée parce qu'elle enlevait à l'évêque le choix des manuels scolaires et des régents ; avec le Conseil d'Etat conservateur de 1843, celle de 1828 ressuscita momentanément pour refaire place, cinq ans plus tard, au modèle refusé en 1840.

Enfin, en 1873, sur l'initiative d'Henri Bioley, surgissait une nouvelle loi, qui laissait leur part respective aux éléments ecclésiastique et civil, et qui « assurait une forte éducation humaine et chrétienne à la jeunesse du pays ».

On le voit, l'érudite étude de M. Boucard est d'ordre historique autant que pédagogique. C'est une contribution riche en détails ignorés à l'histoire du développement intellectuel et démocratique de notre canton. Félicitons-en vivement l'auteur, à qui elle a valu le doctorat ès lettres à l'Université de Fribourg, et félicitons aussi notre Ecole normale qui a l'avantage d'avoir à sa tête depuis quelques mois un homme qui sait tant de choses et qui les dit si bien. Aura-t-il le courage de nous donner un jour le pendant de l'« Histoire de l'Instruction et de l'Education dans le canton de Vaud » par F. Guex ?

B.

Dr Jean GRAVEN : **Le jury et les tribunaux d'échevins en Suisse, 1938.**

Ce n'est pas sans crainte qu'on s'attelle à un compte-rendu d'un ouvrage de M. Graven : celle de ne pouvoir en dire tout le bien qu'on pense et de se sentir inférieur à sa tâche. Car voilà bien un homme favorisé du ciel ; il peut aborder tous les genres : histoire et roman historique, jurisprudence et traductions, poésie et critique littéraire, avec un égal bonheur. Tout l'intéresse et tout lui réussit. Dans ce qu'il écrit, il met tant de clarté, de solidité, de finesse et d'élégance qu'il rend attrayants les sujets les plus abstraits.

C'est le cas pour le rapport qu'il vient de présenter à la réunion des juristes suisses à Genève, les 4, 5 et 6 septembre.

En vigueur en Angleterre au XII<sup>e</sup> siècle déjà, le jury fut admis dans la constitution des Etats-Unis d'Amérique en 1789 et en France l'année suivante. L'institution d'un organe de justice issu du peuple devait remplacer avantageusement la procédure criminelle de l'ancien régime avec ses hideux accessoires, le secret et la torture. Mais des expériences fâcheuses poussèrent Napoléon à le refondre, à supprimer le jury d'accusation pour ne maintenir que celui de jugement. Naturellement, la France victorieuse l'imposa à la République helvétique, mais dès le rétablissement de l'indépendance, la plupart des Etats suisses, le Valais entre autres, le rejetèrent de leurs constitutions. Réintroduit dans la charte de 1848, il fut définitivement éliminé de celle de 1852.

L'auteur fournit sur une autre institution, originaire d'Allemagne, d'instructifs détails. Les « Echevins » étaient des magistrats populaires versés dans la loi et appelés à examiner les causes, interroger les parties, et prononcer les jugements selon les coutumes locales, aux côtés du comte ou du juge officiel. Cette institution a fleuri en Suisse et notamment en Valais où les communautés libres élaient leur châtelain ou major et leur « jurés » (« probi homines »). La Caroline (1532), en vigueur dans nos contrées, en précisait les compétences.

Notre distingué juriste examine successivement les avantages et les défauts du jury, les remèdes et les réformes qu'il comporterait, son évolution à l'étranger et en Suisse, et enfin, formule ses conclusions. Il se déclare nettement, avec des arguments persuasifs à l'appui, pour l'abolition de cette institution désuète et étrangère à nos traditions nationales, et dont les gaffes sont nombreuses.

Que l'on soit partisan ou adversaire du jury, on ne peut qu'applaudir à l'esprit méthodique et scientifique avec lequel M. Graven a développé et défendu sa thèse.

B.

**Louis BLONDEL : Tour de bois et bourg de Vissoie.**

Le récent N° 2 de l'« Indicateur d'antiquités suisses » publie un travail de M. Louis Blondel, architecte et archéologue cantonal de Genève, intitulé « Tour de bois et bourg de Vissoie », qu'il convient de signaler ici.

Dans dix pages abondamment documentées, illustrées de dessins et de vues, il est non seulement question du « ballios », antique maison forte de Vissoie mentionnée dès 1235 (voir Rameau, « Valais historique ») et incendiée le 21 septembre 1880, mais aussi de constructions analogues en Valais et aux environs, ce qui donne au sujet un intérêt plus général.

Ayant retrouvé les fondations de la tour et, outre cela, des dessins et vues d'avant l'incendie, illustrant l'ouvrage de 1852 de Furrer sur le Valais, le très compétent auteur la rebâtit devant le lecteur dans le cadre féodal du vieux bourg fortifié, en citant des détails cueillis aussi sur place. Quant à la robuste tour encore existante, voisine du « ballios », elle tient sa place dans les dites pages et l'auteur suggère en passant qu'elle mériterait une étude détaillée au point de vue archéologique. Encore un moellon pour le mur de défense intellectuelle.

Winterthur, 6 septembre 1938.

Z. Sch.